

Les Français de l'Ohio. Un drame dans la Prairie L'affaire de Jumonville (1749-1754)

Claude de Bonnault

Volume 1, numéro 4, mars 1948

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/801411ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/801411ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

de Bonnault, C. (1948). Les Français de l'Ohio. Un drame dans la Prairie : l'affaire de Jumonville (1749-1754). *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 1(4), 501-518. <https://doi.org/10.7202/801411ar>

LES FRANÇAIS DE L'OHIO

Un drame dans la Prairie:

L'affaire de Jumonville (1749-1754)

La situation que le traité d'Aix-la-Chapelle avait créée en Europe au bénéfice de la France était fort enviable. Un ministre anglais la résumait en 1749: « Ils sont les maîtres absolus de toute l'Europe ». En voie de réconciliation avec l'Empire, alliée de la Prusse, la monarchie française avait les mains libres en Amérique, aux Indes. Le même ministre ajoutait: « Ils s'étendront en Amérique et leur supériorité est si grande que nous n'aurons qu'à approuver ». Justement inquiète de cette distribution des forces, la diplomatie anglaise va s'évertuer à nous brouiller avec la Prusse; elle y réussira. La diplomatie autrichienne qui voulait recommencer la guerre avec la Prusse s'appliquera à nous entraîner dans cette querelle qui n'était pas la nôtre; elle aussi réussira. Et ce fut le début d'une nouvelle guerre de Sept Ans—celle qui dans l'histoire porte ce nom.

Elle avait commencé plus tôt en Amérique, dès 1754. En Amérique entre France et Angleterre, malgré la paix jurée, la tension n'avait jamais cessé. Au M^{is} de La Jonquière qui avait remplacé la Galissonnière, ni de son temps ni du nôtre n'ont été ménagées les critiques. D'incohérence a été taxée sa conduite, en tant que gouverneur général, vis-à-vis de l'Angleterre. De n'avoir pas montré autant d'énergie que son prédécesseur ou que son successeur, on lui en a voulu. Mais, petit à petit, les esprits impartiaux de s'apercevoir du peu ou mal fondé de beaucoup de ces blâmes.

M. de La Jonquière n'éprouvait pas pour le Canada les sentiments d'un Frontenac ou d'un La Galissonnière. Il n'avait pour la Nouvelle-France ni attachement, ni amour. Son cœur n'y fut jamais. A peine débarqué, il s'était senti dégoûté du pays où le Roi l'avait envoyé commander. « Je vous promets », avait-il écrit à sa femme, le 6 no-

vembre 1749, « que je ne resterai pas ici aussi longtemps que M. de Maurepas me l'avait demandé; je serais bien fâché d'y rester plus de deux ans. » Il y resta trois ans; il y mourut.

Ce qu'il fallait faire en Amérique pour que la France y fût seule maîtresse, La Galissonnière l'avait indiqué; Duquesne l'exécuta. Mais ce que ce dernier réalisa, La Jonquière l'avait entrepris. Avec son grand devancier, il s'est solidarisé. Aux Anglais il a tenu un langage que n'eût pas désavoué celui-ci. « Faites attention », mandait-il le 2 avril 1750 à Cornwallis, gouverneur de la Nouvelle Écosse, « que le Roi de France est le premier possesseur de tout ce continent..... Je suis par là autorisé à ne pas céder un pouce de terrain, jusqu'à ce que le Roi mon maître m'en ait ordonné autrement..... »

Chacune des deux couronnes niait les droits de l'autre. Les établissements de la France pour l'Angleterre étaient des usurpations; aux yeux de la France, ceux de l'Angleterre constituaient autant d'empiétements sur sa souveraineté. Voilà ce que l'on disait. Ce que l'on disait, on était prêt à le soutenir par les armes. Ni la France ne l'Angleterre n'acceptaient de partage: l'idée même de délimitation, c'est-à-dire de transaction, de reconnaissance du droit d'autrui, leur était insupportable.

L'isthme acadien fut, d'ordre de La Jonquière, occupé définitivement et mis en état de défense. Les forts qu'avait projetés l'ancien gouverneur, le nouveau les construisit. Le 14 octobre 1749, M. de La Corne, Capitaine des troupes de la Marine, partait de Québec avec un détachement. Il arriva à Chedabouctou. (ou Shediac). Il n'y arriva que le 19 novembre. Des postes, des signaux sont établis, de petites garnisons, disséminées. Ce n'étaient encore que des ouvrages de campagne; pour faire mieux les Français attendront que les Anglais aient commencé. Ils n'attendront pas longtemps. En octobre 1750, la Nouvelle-Écosse est fermée: à l'entrée, le fort Lawrence; au fort Lawrence, 600 hommes de garnison. Le 12 avril 1751 un ordre est expédié de Québec à M. de Léry, lieutenant d'infanterie et ingénieur. L'heure est venue de bâtir des forts en pierre. Il y en aura deux, sur la rivière de Beauséjour, sur celle des Gaspareaux. A la rivière Saint Jean, l'installation provisoire qu'on y avait faite est maintenue. La création d'autres postes est décidée.

Qui donc croirait encore aux protestations officielles des gouvernements ? On continue à déclarer la paix; les faits démentent les

paroles. D'un côté comme de l'autre, on est sur le qui-vive; et parce qu'on est trop près, on se fusille à tout bout de champ, on s'attaque tour à tour et l'on se défend. On se fait le plus de mal qu'on peut. L'on voudrait s'en faire davantage. Le marché s'est rouvert des chevelures anglaises. Micmacs, Amalécites, Cannibas, renforcés d'Abénakis, ou d'Iroquois des missions sédentaires, harcèlent les colonies voisines de la frontière. Ils les tiennent en haleine, ils ne leur laissent point de répit. La façon déterminée dont La Jonquière avait agi en ces parages réduisait à néant les avantages que, par le traité d'Utrecht, avait cru s'assurer l'Angleterre. D'assiégeantes, les colonies anglaises devenaient assiégées. La Nouvelle-France reparaisait sur l'Atlantique, isolant la Nouvelle-Écosse des autres possessions de la couronne britannique. Les points occupés par la France, sur le commerce des colonies anglaises, sur leurs transports de bois et de fourrures, faisaient peser la menace d'une interruption brutale.

Donc, tant à l'ouest qu'à l'est, positions maintenant consolidées. Au sud, état stationnaire. Ne pas avancer, parfois c'est reculer. Dans la vallée de l'Ohio, le gouvernement de La Jonquière marque un temps d'arrêt. De ses responsabilités, il s'était fait une conception personnelle, et celle-ci s'accordait avec les intérêts, les préférences d'un parti influent au Canada. M. de La Galissonnière, avant son départ, l'avait instruit des plans qu'il avait formés. Il avait eu un mois pour faire l'éducation politique de ce marin qui ne savait pas grand'chose du Canada—et n'en sut jamais beaucoup. Des leçons de son devancier, La Jonquière avait retenu un point. Car La Galissonnière ne le lui avait pas dissimulé: pas de progrès sur l'Ohio sans risque de guerre avec l'Angleterre, un risque de guerre qui équivalait à une certitude. Ce risque, La Galissonnière l'acceptait. La Jonquière n'avait dit mot: mais sur place le baron de Longueuil lui avait fait constater la disproportion des forces de la France et de l'Angleterre en Amérique, et cette constatation lui avait suffi. M. de La Galissonnière pouvait être éloquent. M. de La Galissonnière pouvait raisonner admirablement. Éloquence et raisonnement dans le cerveau de La Jonquière se brisaient contre la loi fatale des chiffres. Son siège était fait: une guerre entre le Canada et les colonies anglaises de l'Amérique serait désastreuse pour le Canada. Lui vivant et tant qu'il serait gouverneur général, cette guerre n'aurait pas lieu. M. de La Galissonnière avait une âme de victorieux. Les Anglais ne lui en imposaient pas. Quelque dieu secret

lui avait-il prédit qu'il les vaincrait un jour sur leur élément ? Le cas de M. de La Jonquière était tout différent. Il avait été vaincu par eux. Ils l'avaient emmené chez eux en captivité. M. de La Jonquière ne provoquerait pas un conflit que sa conscience lui interdisait, il ne courrait pas à une catastrophe. De plus en plus, le baron de Longueuil reprenait ce qu'il avait perdu. Ami, favori du gouverneur, son conseiller écouté, chaque jour davantage.

Le « système canadien » réprouvait de façon absolue tout conflit avec les Iroquois. En 1751, les ambassadeurs des Cinq Nations, introduits en présence du gouverneur général, réclamèrent la vallée de l'Ohio comme leur propriété—et déclarèrent qu'ils s'opposeraient à tout établissement permanent que les Français seraient tentés d'y faire. La Jonquière n'avait pas besoin qu'on lui fît peur. Il renonça sans regrets à faire passer la liaison du Canada avec la Louisiane par le plus court chemin. M. de Longueuil était son ami. M. de Longueuil l'avait endoctriné.

Pour la vallée de l'Ohio, l'Angleterre et les colonies anglaises feraient la guerre, parce que ce territoire de l'Ohio, ces colonies le regardaient comme destiné à compléter le leur. L'annexion de la Belle-Rivière au Canada leur aurait ôté toute chance d'expansion, enlevé toute possibilité d'agrandissement. Et une « faction » influente en Angleterre se trouvait avoir trop d'intérêts en Amérique pour ne pas, le jour venu, renforcer la cause des colonies de toutes les forces du Royaume-Uni.

Le retour de la France en Acadie provoquait, menaçait, diminuait directement la Nouvelle-Écosse, colonie de la Couronne britannique. Mais le parti militaire canadien qui ne voulait pas entendre parler de conquête dans la vallée de l'Ohio, tolérait des maximes offensives dans une autre direction. Le Roi, avait-on dit à La Jonquière, veut éviter avec l'Angleterre « tout sujet de rupture » ; mais il lui enjoignait de « soutenir ses droits » contre des « prétentions injustes ». Et La Jonquière avait traduit : statu quo sur l'Ohio, marche en avant dans l'isthme de Chedakue. A l'ouest du Canada, La Jonquière avait jugé qu'il ne pouvait mieux faire que faire ce qu'avait dit de faire La Galissonnière. A Saint-Pierre, capitaine des troupes, nommé au commandement des forts de la Prairie, fut donné comme instructions de poursuivre les découvertes de La Vérendrye. Mais le « poste de la mer d'ouest ou du ouest »—ainsi appelait-on le gouvernement le plus extrême

de la Nouvelle-France — n'atteignit jamais les limites qui auraient justifié son nom. On espérait qu'il toucherait bientôt au Pacifique. Saint-Pierre—avait-on décidé—y arriverait par le Saskatchewan—en même temps que Marin par le Missouri. Car on s'imaginait, en descendant une de ces rivières, et remontant l'autre, déboucher sur la mer. Mais au goût des découvertes un autre fit place. Saint-Pierre et Marin se dirent: A quoi bon aller plus loin ? Puisque là où l'on est, il y a tant de fourrures ? Et malheureusement, La Jonquière, dont ils eurent bien soin de faire leur associé, fut du même avis. L'Intendant Bigot participait à ces opérations. On oublia le Pacifique. Et l'on eut tout loisir de regretter les voyageurs « désintéressés »; les traiteurs « avides » avaient pris leur succession.

Pendant plusieurs années, « l'eau de vie a été très à la mode à la mer d'Ouest par Saint-Pierre, ainsi qu'aux Sioux par Marin et par le chevalier de Repentigny ». Jamais il ne fut plus vrai de dire que « les officiers du Canada ne cherchent pas la mer de l'ouest, mais la mer du castor ». Néanmoins, en 1751, un nouveau fort a été fondé sur la rivière Saskatchewan, le fort La Jonquière, aujourd'hui Calgary; et en 1754, sur la rivière Carotte, encore plus loin, La Corne, capitaine et commandant des postes de l'ouest, établira celui de Pasquia, point extrême où soit parvenue la domination française.

Là où ses démarches ne revêtaient pas le caractère tragique d'un ultimatum, La Jonquière montrait de l'énergie. Les droits du Roi furent par lui soutenus avec fermeté. L'Ohio mis à part, il n'a jamais hésité, devant un territoire contesté, à en revendiquer pour la France la souveraineté exclusive: maîtrise des terres et maîtrise des eaux. Par l'établissement à Toronto du fort Rouillé, il préluda au contrôle de la France sur toute la navigation de l'Ontario (1750).

De décision, M. de La Jonquière savait faire preuve. A leurs dépens l'apprirent les Miamis. Ces Miamis, cantonnés sur la rivière de leur nom, sur la rivière Saint-Joseph et sur l'Ouabache, affluent de l'Ohio—étaient des sauvages que l'on appelait les gentilshommes de la Prairie. En 1747, ces gentilshommes s'étaient remués. Une expédition contre eux avait été nécessaire. Ils avaient été longtemps amis des Français. Mais avec des sauvages, de qui, de quoi, était-on jamais sûr ? D'un jour à l'autre, du matin au soir, les cœurs et les têtes pouvaient tourner; les alliés, se muer en ennemis. Les Miamis permirent donc à des trafiquants anglais de s'établir chez eux. Allant plus loin

dans la trahison, à Lancaster, en 1748, ils conclurent une convention d'amitié avec les Anglais de Pensylvanie. Dès lors, finis les ménagements. Les Miamis ne songent plus à respecter les apparences. Ne s'imaginent-ils pas de convoquer au début de l'été 1752 une assemblée générale des tribus sauvages ? L'objet des délibérations devait être un traité d'alliance avec la Virginie, c'est-à-dire contre le Canada.

Toutes ces manigances n'avaient pu se tramer sans que l'éveil en fût donné à Québec. La question Miami était de celles qu'il convenait de ne pas traiter à la légère. Car les Miamis rôdaient habituellement entre les lacs Érié et Michigan. L'hostilité des Miamis mettait en péril l'artère vitale de l'empire français, le chemin de la Louisiane, la grande route des fourrures. L'établissement du Détroit était exposé à tomber. Et la porte de l'Ohio, cette porte que les ambitions françaises n'osaient franchir se fermait devant elles.

Un homme se présente alors qui à M. de la Jonquière propose de le débarrasser, à lui seul, des Miamis, voire des Anglais. Ce n'était pas un Gascon, ce n'était même pas un soldat. François Picquet était bressan, François Picquet était prêtre missionnaire. Il avait un beau titre : apôtre des Iroquois. Les années passèrent, l'apôtre des Iroquois fit place au patriarche des Cinq Nations. Apôtre ou patriarche, François Picquet, en 1749, sur le haut Saint-Laurent, à la Présentation, aujourd'hui Ogdensburg, avait fondé une mission qui fut aussi un fort. L'abbé, convertisseur par nécessité de profession, avait des goûts très militaires. A sa Présentation, il s'efforçait d'attirer le plus possible d'Iroquois, pour en faire des chrétiens, pour en faire de bons soldats. Le drapeau ou bannière qu'il leur avait donné, il rêvait de le promener sur des champs de bataille. Chez toutes les nations, il se flattait d'avoir le plus grand crédit, un crédit suffisant pour les décider à se faire tuer à son premier appel. Là où les meilleurs connaisseurs de l'armée indigène avaient échoué, lui, François Picquet réussirait. Lever 3,800 hommes parmi les sauvages, chez qui avec peine commandants de postes et interprètes en recrutaient quelques centaines, qu'était-ce pour lui ? Il jonglait avec les chiffres de guerriers peaux-rouges comme d'autres avec des chiffres de marchandises, des prix d'achat ou de vente.

Pour un homme du type de François Picquet, les difficultés n'existent pas. Les objections, quelles qu'elles soient, son imagination les balaie. Il fait mieux que voir, il prévoit, il prophétise, il construit

l'avenir. Régler leur compte aux Miamis, fallait-il s'arrêter là ? A une tâche tellement au-dessous de ses capacités, de ses ressources ? Les Miamis n'auraient été qu'une étape, simple prélude à une invasion de la Virginie. L'abbé écrivait : « Je me trouve dans l'occasion de pouvoir étendre l'empire de Jésus-Christ et du Roi, mes bons maîtres, jusqu'aux extrémités du Nouveau Monde, et de plus faire avec quelques secours que vous me procurerez ce que la France et l'Angleterre ne pourraient faire avec plusieurs millions et toutes leurs troupes ». Que ne l'a-t-on écouté ! La Jonquière lui rendit un grand service, ce fut de ne pas lui répondre. Les Miamis devaient être punis. Il fallait qu'ils le fussent, ils le seront. Mais l'instrument de la justice française n'aura pas été François Picquet.

Le congrès dont les Miamis avaient pris l'initiative se réunit en un lieu nommé Logstown. Les négociations marchaient bon train. Sur les bases envisagées l'accord s'était fait. Les diplomates peaux-rouges avaient procédé à l'échange des promesses quand des hôtes surgirent que l'on n'avait pas invités : quatre chefs Outaouas, envoyés de Québec. Des Miamis, ils venaient impérieusement exiger qu'ils rompent leurs relations avec les Anglais. De renouveler leur alliance avec les Français ils les sommèrent. Le roi des Piankeshaws, tribu voisine et amie des Miamis répondit pour eux : « Il y aura du sang entre les Français et nous, ce sont eux qui l'ont voulu ». Comment aurait-on pu s'y tromper ? C'était un refus d'amitié, pour ne pas dire une déclaration de guerre. On assista alors à un spectacle dramatique. Un des Outaouas se leva. « Malheureux Miamis, » s'écria-t-il, « je vois des désastres prêts à fondre sur vous. Ne trahissez pas les Français, ils ne vous le pardonneraient pas. Ayez pitié de vous-mêmes, Miamis imprudents..... La vengeance des Français est terrible..... » Et il pleurait, gémissait, hurlait de douleur.....

Les Miamis avaient pris leur parti, les Miamis ne pouvaient plus revenir en arrière. Du soin de les châtier, M. de Céloron, commandant ou major du Détroit, chargea Langlade. C'était un interprète, il résidait chez les Outaouas ; c'était un demi-sauvage. Deux cent quarante coureurs de bois et sauvages, surtout des Outaouas, réunis par lui, tombèrent sur le village miami de Pickaouillany. Des marchands anglais y étaient établis. Langlade exigea qu'on les lui livrât. Ce que l'Outaoua avait prédit à Logstown se réalisa de point en point. On épargna les Anglais, tout le reste fut massacré. Le chef du village,

la Demoiselle, fut coupé en morceaux, rôti, mangé. Intraitable jusqu'au bout, il expira, la haine de la France au cœur. Les couleurs françaises remplacèrent les couleurs anglaises. Les Miamis se soumirent, leurs alliés les imitèrent. Dans une vaste région de l'Amérique, la « peste anglaise » avait été exterminée (1752).

L'alerte avait été chaude. Par un effort d'imagination reportons-nous à deux cents ans en arrière, essayons de nous replacer dans le climat d'alors. « Les Anglais aux Miamis ». Ces mots aujourd'hui ne nous disent rien. En 1750, ils avaient semé la panique au Canada. Aux oreilles de plus d'un Canadien, ils avaient sonné comme le glas de la colonie. A voix basse, en répétant la mauvaise nouvelle, on avait ajouté: S'ils y restent, le Canada est perdu..... Grâce à La Jonquière et à Langlade, grâce à Dieu, les Anglais n'étaient plus aux Miamis.

* * *

Qu'il le voulût ou non, La Jonquière s'était rapproché de l'Ohio, mais il mourut avant d'avoir connu le résultat de cette expédition. Au seuil de la terre promise, il s'était arrêté. Le Rubicon restait à franchir. Initiative réservée à son successeur, le marquis du Quesne. Capitaine de vaisseau, petit neveu d'un autre marquis du Quesne, le grand marin du temps de Louis XIV, ce nouveau gouverneur, arrivé dans l'été de 1752, portait en sa personne tout l'orgueil du nom du Quesne. Froid et dédaigneux il montra, à peine débarqué, qu'il ne se souciait point de captiver les cœurs. La Galissonnière l'avait choisi. Sa désignation était l'œuvre du grand gouverneur. « Digne élève » de La Galissonnière, il cherchait en tout à marcher sur ses traces. Son premier abord marqua que, lorsqu'il commandait, il entendait être obéi. Il le fut.

Qui voudra sur La Galissonnière porter un jugement équitable tiendra compte, non seulement de ce qu'il a fait, mais aussi de ce que fit du Quesne. Les résultats que celui-ci a obtenus doivent en partie être portés au crédit de son maître. En partie disons-nous. La Galissonnière avait assez de génie pour reconnaître que du Quesne en avait aussi et que ce génie, celui d'un homme d'action incomparable, complétait le sien. Du Quesne était une de ces individualités supérieures qui viennent à bout de tout ce qu'elles ont entrepris parce que des ressources dont elles disposent elles savent tirer le maximum de rende-

ment. Un de ces héros ou de ces chefs dont l'intelligence lucide et la volonté froide, implacable, triomphent de tous les obstacles. Ne séparons donc pas du Quesne de La Galissonnière, admirons-les tous les deux. Quel sujet d'émerveillement que la France au même moment ait produit deux êtres si bien faits pour se faire valoir mutuellement et que, pour le plus grand profit du royaume, ils se soient compris.

A l'entrée de la vallée de l'Ohio, La Jonquière avait tergiversé. Du Quesne jugea passée l'heure des atermoiements. Du ministère il avait reçu des instructions dictées par La Galissonnière et il entendait les suivre à la lettre. Il avait l'ordre de faire de la vallée supérieure de l'Ohio une province française, quoi qu'il en pût résulter. Jamais consigne ne fut mieux observée.

Les actionnaires de la Compagnie anglaise de l'Ohio n'avaient encore procédé à aucun établissement permanent. Il ne fallait pas leur laisser le temps de fonder une colonie. Les Anglais auraient installé des agriculteurs. A chacun ses méthodes. Le Canada n'avait pas de laboureurs à exporter. En revanche, des soldats, au Canada, on en trouvait toujours. Et ce furent des soldats, fantassins des troupes réglées ou miliciens qui, en 1753, partirent pour élever ces forts dont depuis trois ans La Galissonnière avec insistance réclamait la construction. Le Mississippi était alors français. De l'Ohio, roi des fleuves, l'heure avait sonné de faire un autre fleuve français. La mission qui incombait au détachement canadien était nette: du Lac Érié à l'Ohio, établir une chaîne ininterrompue de postes fortifiés et par ce moyen relier le Canada à la Louisiane par la voie la plus directe, tout en empêchant les Virginiens de pénétrer sur les terres tant convoitées que baignait la Belle-Rivière. C'était une œuvre à la romaine, l'ouverture d'une grande voie à travers le continent, les dernières pierres posées au chemin le plus rapide de Québec à la Nouvelle-Orléans. C'était aussi la mainmise par la France sur l'intérieur du continent, la défense faite aux Anglais d'y entrer, sinon en prisonniers ou en sujets du Roi Très Chrétien. Du Quesne avait dit, du Quesne fut servi. En quelques semaines, à la Presqu'Île du Lac Érié, sur la Rivière aux Bœufs, des enceintes de pieux relient des bastions, enveloppent des casemates. Derrière ces enceintes, dans ces bastions, dans ces casemates, des Français disposés à résister jusqu'à épuisement de leurs munitions.

Les partisans du système canadien ne se sont pas fait faute de critiquer ce que, par dérision, ils affectaient d'appeler, la « levée de

boucliers » du marquis du Quesne; ils ont été forcés de reconnaître que l'Angleterre ne s'y attendait pas. Peu d'opérations ont été aussi bien menées, ont aussi parfaitement réussi. Le secret avait été bien gardé. Les troupes réunies, acheminées, amenées à pied d'œuvre, dans le plus bref délai. Et nul n'en savait rien. La rapidité du mouvement avait déconcerté toute velléité de les contrarier.

Nuit mémorable que celle du 19 Avril 1753. A minuit, deux coureurs iroquois, choisis parmi les plus agiles des Cinq Nations, arrivent au fort de Johnson sur la rivière Mohawk. Ils le réveillent. Ce n'est pas pour lui proposer des fourrures qu'ils ont fait pareille diligence. Ils ne lui apportent qu'une nouvelle. Mais quelle nouvelle ! Elle les a bouleversés. Elle bouleverse William Johnson: Une armée française marche sur l'Ohio, si nombreuse que ce serait folie de prétendre lui barrer la route. Johnson a-t-il manqué sa vie ? Depuis des années et des années, il disputait aux Français la « profondeur des terres », il semait d'embûches leur route vers l'Ohio. Il avait cru pouvoir les arrêter. Et voici que les Français l'emportent. Le rêve de Johnson s'écroule..... Le bruit se répand, lui parvient que les Français sur l'Ohio sont au moins 6,000. Le commandant de Chouaguen, quelques semaines plus tard, lui en donna l'assurance formelle. A la vérité, si du Quesne, avant l'entrée en campagne avait concentré 400 soldats des troupes, 5,000 miliciens, et 600 sauvages, 2,300 hommes, pas plus, étaient partis de Montréal pour la Belle-Rivière. .

Johnson usa de la seule ressource qui lui restait. Par les Indiens de l'Ohio, il fit faire au commandant français des représentations sur ce qu'il n'avait pas le droit d'occuper militairement leur pays. Les députés des Delawares, Chaouanons, Mingos, tombaient mal. Reçus avec hauteur, pour s'entendre dire: « Cette terre est à moi, je dois la garder et je la garderai envers et contre tous..... Je dois bâtir trois forts et je les bâtirai. » (Mai 1753).

Le nom de ce général était bien fait pour troubler, affoler Anglais et sauvages, porter leur désarroi à son comble: M. Marin. Paul Marin, commandant en chef de la Belle-Rivière, avait alors soixante et un ans. Dans les guerres de l'Ouest, contre les sauvages, il s'était illustré. C'était un grand homme dans la colonie, un homme terrible. Son ascendant était considérable sur les sauvages. Mais autant l'aimaient ses amis, autant le redoutaient ses ennemis. D'un prestige sanglant, une réputation à moitié légendaire nimbait le nom de Marin. M. Marin,

disait-on, ignorait ce qu'était la pitié. Les Canadiens n'avaient pas l'habitude de faire la guerre doucement. Mais les excès de M. Marin dépassaient tout ce qu'on s'était accoutumé à entendre raconter; à ses sauvages, il laissait faire tout ce qu'ils voulaient. M. Marin leur commandait de se battre, il ne leur défendait jamais de massacrer. Anglais ou Indiens, femmes ou enfants, tout était bon aux sauvages—et M. Marin ne trouvait jamais mauvais que s'amusassent ses soldats peaux-rouges. Mais aussi il les menait comme il voulait. Par l'amour de son métier se relevait un officier du type de M. Marin.

Ses ennemis—comment ce diable d'homme n'en aurait-il pas eu, même et surtout au Canada?—lui en voulaient de ne pas négliger ses intérêts. Ils lui reprochaient de penser à ses affaires d'abord, à celles du Roi ensuite. Certes M. Marin aimait l'argent—l'argent et les fourrures qui valaient de l'argent. Aucun chef dans aucun poste n'eût été capable de faire rendre à ses commandements ce qu'il tirait des siens: 100,000 livres de pelleteries par an de la Baie aux Puants. Pour flatter la coquetterie des élégantes de France et d'Europe et les faire plus jolies, M. Marin dépeuplait la forêt canadienne. Mais le Roi n'avait qu'à commander où et quand il le faudrait, Paul Marin se trouverait toujours prêt à se sacrifier, aussi peu ménager du reste de la vie de ses hommes que de la sienne. En entreprenant le voyage de l'Ohio par l'itinéraire qui lui avait été fixé, il savait que M. de Quesne l'envoyait au-devant de difficultés inouïes. Un pays était à reconnaître, à explorer, où l'on manquerait de tout, où l'on aurait à accomplir un travail exténuant, d'autant plus exténuant qu'il fallait faire vite, très vite.

Se représente-t-on ce qu'à l'été de 1753 pouvait bien être une expédition militaire du Canada à l'Ohio, avec train d'artillerie, convois de munitions, caisses ou ballots de vivres, et si peu, de si primitifs moyens de transport? Sur le Saint-Laurent, sur les lacs, les bateaux, les canots recevaient hommes et matériel. Mais on ne pouvait supprimer les portages, parfois très longs. Celui du Niagara n'avait pas moins de 7 lieues. Au delà du Lac Érié, on entraît dans l'inconnu. Il fallait se frayer une route, y faire passer provisions de guerre et de bouche et jusqu'à des canons. On avait été prévenu qu'on ne trouverait rien sur la route, et rien non plus en arrivant. Quelques chevaux avaient bien été emmenés. La plupart moururent de fatigue. Vint un jour où les derniers qui restaient refusèrent de marcher. Aux animaux défaillants, les hommes durent se substituer. Les chevaux étaient

« sur les dents ». Ce fut bientôt le tour des Canadiens. Ils ne se révoltèrent pas. Au Canada on avait le respect des autorités. Ils se couchèrent par terre et déclarèrent qu'ils étaient malades. Leurs officiers les virent pleurer. Mais on ne pouvait pas s'arrêter, on n'en avait pas le droit. La discipline se fit impitoyable. Bientôt on ne compta plus les soldats et les miliciens mis aux fers. Mesures inusitées. Elles échouèrent. Force fut aux officiers de constater que leurs hommes n'avaient pas menti, qu'ils étaient réellement touchés par le scorbut. Au début de septembre, on les enterrait plusieurs ensemble « quatre à quatre ». Les officiers de la colonie, placés sous les ordres de M. Marin, laissaient voir que s'ils se contraignaient à obéir, c'était uniquement par crainte des châtimens. Formés comme ils l'avaient été dès l'enfance, ils ne récriminaient pas à haute voix. Mais M. Marin lui-même pouvait-il empêcher leur physionomie d'exprimer de la tristesse ? Sur leurs traits, il lisait de l'abattement. Résistance muette qui énervait le commandant de la Belle-Rivière. Il s'irritait de se sentir désapprouvé par ses subalternes.

En dépit de tant d'obstacles, pour d'autres insurmontables, la besogne commandée avançait. En août, on avait construit le fort de la Presqu'Île du Lac Érié ; en septembre, celui de la Rivière aux Bœufs. Avec combien de souffrances ce dernier ! Les hommes y avaient travaillé « enfoncés dans la boue jusqu'à mi-jambe ». Mais domptés par l'ascendant de Marin, les mêmes sauvages qui, peu de temps auparavant, menaçaient les Français, s'étaient mis à les ravitailler.

Jusque-là, pour aller de Montréal à l'Ohio, deux routes avaient été essayées qui toutes les deux s'amorçaient au Détroit. On en tenait une nouvelle, la plus ardue, la plus dangereuse, mais la plus courte, donc la meilleure. Il s'agissait maintenant d'atteindre le fleuve lui-même. Un des meilleurs officiers de la colonie, M. Druillon, fut envoyé à la découverte. Il descendit la rivière aux Bœufs, jusqu'à son confluent avec l'Ohio, premier Européen sans doute à y être passé. Le procès-verbal qu'il dressa à son retour concluait à l'impossibilité pour une armée de faire le même voyage en la saison où l'on était (Septembre 1753). L'« entrée dans la Belle Rivière » et la création du fort que l'on avait déjà décidé devoir s'appeler du Quesne, furent ajournées au printemps. Ce fut à ce moment que M. Marin ayant assuré les garnisons de ses postes, fit reprendre au reste des troupes le chemin du Canada. Le détachement atteignit Montréal le 13 novembre. Le gouver-

neur, alors en déplacement dans la seconde ville de la colonie, tient à le passer lui-même en revue.

Si dur qu'il fût, le marquis du Quesne se sentit ému de compassion. Peu s'en fallut qu'il ne pleurât devant le pitoyable état dans lequel la Rivière aux Bœufs—quartier général de M. Marin—renvoyait ses soldats. Les fatigues excessives des portages, le « coucher à la belle étoile pendant près de trois mois », la fièvre, les fluxions de poitrines, la disette—même une fois, sept jours sans manger de soupe,—les avaient réduits à rien. Des hommes ? Non, c'étaient des spectres.....

Un cri d'angoisse, peu après, retentissait dans tout le Canada : M. Marin va mourir. Ses pressentiments n'avaient pas trompé le farouche capitaine. Lorsque la maladie le prit à son tour, il ne se fit aucune illusion sur son sort. Il ne se préoccupa plus que de bien finir—en se montrant même à la dernière extrémité plus zélé pour le service qu'homme de France ou du Canada. On le traitait de privilégié dans la colonie. L'heure était venue de payer. A lui maintenant de faire voir de quel prix ses soi-disant privilèges, un officier français, un gentilhomme canadien les achetait, même quand il avait pris « l'air et les manières sauvages ». Il se savait perdu. Il ne tenait qu'à lui de « venir rétablir sa santé chez lui ». Il refusa, préférant « mourir sur le champ de bataille ».

A un flux de sang, il succomba le 29 octobre. Un instant M. du Quesne lui-même s'était senti décontenancé. A l'annonce que M. Marin était fatigué, très fatigué, il avait eu peur pour son œuvre. Même parut faiblir sa foi dans les destinées de la France. M. Marin n'avait pas achevé ce qu'il avait à faire. Une position-clef restait à occuper, à fortifier pour que, de sa source à son embouchure, l'Ohio fût français, pour que la Belle-Rivière, sur tout son cours, fût désormais une avenue canadienne. La fermeture de la nouvelle frontière n'était pas complète. Et cette frontière, de toutes celles que la France avait en Amérique, la plus exposée, il s'agissait de la mettre hors d'insulte. L'ennemi était aux portes. Attaquerait-il avant que fût prête la riposte et poussé le dernier verrou ? L'âme si fortement trempée de M. du Quesne éprouva un passager accès d'inquiétude. Un homme comme M. Marin se remplace-t-il ? Sa perte n'était-elle pas « irréparable » ? Son « humeur à moitié féroce » n'excluait pas des qualités au premier abord peu compatibles avec un caractère de ce genre : prudence, prévoyance, modération. M. Marin était l'homme voulu, souhaité, rêvé,

pour former des établissements français dans la Belle-Rivière et pour les consolider. M. du Quesne chercha autour de lui. Ils avaient tous de la valeur, ces officiers de Québec et de Montréal. Chacun de ces capitaines, de commander un régiment eût été capable. M. du Quesne ne trouva personne. Était-elle britannique la fatalité ?

La Providence se chargea de lui répondre. En ce moment critique où les minutes comptaient comme des siècles, où tout délai pouvait entraîner d'irréremédiables calamités, l'homme se présenta. On n'attendait pas alors M. de Saint-Pierre, on le savait parti pour l'Extrême Ouest, là où nul Européen n'avait encore pénétré. Brusquement revenu des bords de la lointaine Saskatchewan, il apparut à Montréal. M. du Quesne comprit que c'était le ciel qui le lui envoyait. Immédiatement, sans lui laisser toucher barre, il lui intimait de repartir pour la Belle-Rivière. On ne discutait pas les ordres d'un marquis du Quesne, et les officiers canadiens attendaient l'autre vie pour prendre leur retraite. Jacques Le Gardeur de Saint-Pierre, commandant de la mer de l'Ouest qui devenait ainsi commandant de la Belle-Rivière, avait cinquante-deux ans. Il y avait trente-sept ans qu'il était au service, trente-sept ans passés dans l'Ouest, « parmi les sauvages ». C'était le seul homme au Canada capable de succéder à Marin « pour se faire craindre et respecter des sauvages », pour les contenir « d'un côté » et « faire face à l'Anglais » de l'autre. M. du Quesne avec lui n'eut pas besoin de longs propos; aux premiers mots, Saint-Pierre a compris. M. du Quesne n'a pas plus de hâte de le savoir là-bas qu'il n'en a lui-même d'arriver, d'être sur place. Il prend des canots rapides, il brûle les étapes; coûte que coûte, à tout prix, il ne faut pas que les Anglais s'aperçoivent d'un fléchissement, d'une indécision. Si M. Marin est mort, que les Français puissent, sans désespérer, crier: « Vive M. de Saint-Pierre ! » Quand M. de Saint-Pierre atteignit le fort de la Rivière aux Bœufs, chef-lieu des établissements français dans la vallée de l'Ohio, M. Marin n'existait plus; mais la discipline n'avait pas souffert; chez les soldats, chez les miliciens, pas un signe de faiblesse. Les sauvages n'avaient pas eu le temps de s'apercevoir que la main de fer qui les tenait avait relâché son étreinte.

Les Anglais, avertis que M. Marin s'en allait, avaient-ils escompté quelque défaillance du commandement français ? Avaient-ils espéré profiter du désarroi qu'ils pensaient devoir se produire chez des hommes harassés, au milieu de sauvages hostiles ? Toujours est-il qu'alors se

mit en route le nommé George Washington, planteur virginien, vendeur de tabac. La Compagnie de l'Ohio l'avait mandaté à l'effet de sommer les officiers français d'évacuer les postes qu'ils commandaient. Sous quel prétexte ? Que l'on voulait prendre leur place ! Pas d'autre raison. Cet insolent ultimatum, apporté par un si jeune messenger,—il n'avait que vingt et un ans,—si jeune, si inexpérimenté, fit sourire de pitié et de dédain le nouveau commandant français de la Belle-Rivière. Saint-Pierre, le chef borgne, tant redouté des sauvages du Nord et de l'Ouest, Saint-Pierre n'avait peur de rien, ni de personne. Comment l'eût-il pris au sérieux, ce petit major des milices virginienne ? De sa jactance, il s'amusa. De le bien recevoir, il s'offrit le luxe. Il lui fit même cadeau d'une provision d'eau-de-vie que Washington se garda de refuser. Mais il l'avertit qu'il se trouvait sur le domaine du Roi de France; poliment il l'invita à rentrer chez lui. Washington n'insista pas. Les deux jours pendant lesquels Saint-Pierre lui avait donné l'hospitalité n'avaient pas été perdus pour lui; il avait pris le plan du fort et noté tout ce qu'il contenait.

Il repartit donc avec sa caisse de spiritueux et une lettre de Saint-Pierre pour le Gouverneur de la Virginie. Saint-Pierre y disait : que M. Washington ne va-t-il jusqu'en Canada « pour y voir notre général à qui appartiendra plus qu'à moi de mettre en évidence les droits incontestables du Roi mon maître sur les terres situées le long de l'Ohio » ; mes instructions « sont d'être ici par l'ordre de mon général ». Et cela signifiait : J'y resterai tant que par la force vous ne m'en aurez pas chassé.

En avril 1754, les Français de Saint-Pierre se remettaient à l'œuvre; ils redevaient bâtisseurs, ingénieurs, maçons. Aux fourches de l'Ohio, M. de Contrecoeur arrivait le 16 avril avec 5 à 600 hommes, Français et Canadiens, et 136 sauvages. En moins de six semaines, dominant le confluent de l'Alléghany et de la Monongahéla, s'érigéait le fort du Quesne. Ce fort du Quesne qui, pendant cinq ans, imprenable, inexpugnable, ouvrira à la France, fermera aux Anglais, la partie la plus riche, la plus favorisée par la nature, la plus grosse d'avenir de toute l'Amérique du Nord. Au printemps, sur la Venango, Chabert avait construit le fort Machault. Dans la barrière opposée aux Anglais, il n'y avait plus de solution de continuité. Du Saint-Laurent aux Grands Lacs, des Grands Lacs à l'Ohio, de l'Ohio au Golfe du Mexique, la liaison était achevée. Les convois français d'hommes, de munitions,

de marchandises, soldats, missionnaires, marchands, pouvaient y circuler sans crainte, sinon sans fatigue. L'Ohio était français, français les affluents de l'Ohio. La garde qu'y montaient les Canadiens était fidèle et sûre. A l'intérieur des forts, autour de ces forts veillait l'armée de la Belle-Rivière; dix-huit cents hommes. La volonté de du Quesne était accomplie; et la pensée maîtresse de La Galissonnière sur le sol même qu'il avait entendu réserver à la France, se traduisait en matériaux solides, en redoutes et en canons. Et pas une goutte de sang n'avait été versée. Ni d'Anglais, ni de sauvages.

Mais des Canadiens avaient souffert, des Canadiens étaient morts. Des plaintes s'élevèrent contre M. du Quesne: il ne put les empêcher d'arriver à Versailles. Ni le Roi, ni son ministre n'osèrent « imputer » la conduite de M. du Quesne. Il fallait réussir sur l'Ohio, réussir vite et à tout prix. Mais on lui fit savoir qu'il aurait pu se dispenser de « tant de sévérité ». On lui rappela que les milices exigeaient des égards et qu'une douceur éclairée s'imposait quand on avait à les commander.

Les Français avaient agi. Les Anglais ne savaient que négocier. En 1752 et en 1753, ils avaient renouvelé les traités d'alliance conclus depuis une dizaine d'années avec les sauvages de l'Ohio. En 1754, ils obtenaient qu'ils lèveraient la hache contre nous. Des paroles, tout cela. Les paroles sont femelles. Les sauvages se sentaient de plus en plus portés vers les Français. Eux au moins étaient des mâles !

La démarche de Washington en 1753 avait été un échec. Il voulut prendre sa revanche. Il l'eut l'année suivante. Le 28 mai 1754, à trois jours de marche du fort du Quesne, le corps expéditionnaire d'environ cent cinquante hommes, à la tête duquel on l'avait mis, se trouva en présence d'un petit détachement français. Le fort du Quesne avait été alerté. Prévenu de cette intrusion des Virginiens, M. de Contrecoeur, qui y commandait, avait chargé un de ses officiers de les prier de se retirer. Cet officier avait nom Jumonville,—Joseph Coulon de Jumonville. Arrivé devant les Virginiens, il voulut lire les ordres qu'il avait le devoir de leur communiquer. Il en commença la lecture, il ne put l'achever. Les Virginiens avaient fait feu sur lui. Jumonville était tombé et neuf de ses hommes avec lui. Le colonel Washington s'est vanté quelques temps après, d'avoir—peut-être—tué lui-même l'enseigne Jumonville. Certains ont prétendu qu'il aurait été achevé à coups de hache par un sauvage. Du côté anglais, on n'avait à enregistrer qu'un seul tué. Pour une raison bien simple: les Français n'avaient

pas eu le temps d'abaisser leurs fusils. C'est donc sur des gens volontairement désarmés que Washington avait tiré et fait tirer. Le reste du détachement français—vingt et un hommes—fut fait prisonnier.

* * *

Telle est l'explication française des événements, du drame des Grandes Prairies. Il n'y a aucune raison valable pour ne pas l'accepter. Que les faits se soient passés comme nous venons de les raconter, comment en douter ? « Les Français, à l'égard des Anglais, dans toutes les guerres du Canada, se sont toujours conduits en gens d'honneur..... Plusieurs auteurs américains conviennent que la version française du meurtre de Jumonville est exacte. » Tel est l'avis de M. Charles W. Dahlinger, administrateur de la Société Historique de la Pensylvanie occidentale.

Le 22 août 1754, M. Glen, Gouverneur de la Caroline du Sud, écrivant à Dinwiddie, lieutenant-gouverneur de la Virginie, ne pouvait s'empêcher de dire qu'il regrettait ce qui s'était passé. « Le sang de ces hommes est le premier versé. Je voudrais qu'il eût été épargné ! » Première effusion de sang qui sera suivie de combien d'autres !

On regrette peut-être encore plus pour Washington qu'il ait maltraité ses prisonniers. Un sauvage de sa troupe enfonça sa hache dans la tête d'un de ces hommes désarmés, réduits à l'impuissance. L'enseigne Druillon reçut pour sa part un coup de baïonnette dans le ventre et fut « mis totalement nu ». Six Canadiens furent renvoyés à la Martinique. Mais treize soldats, ou cadets avec Druillon, furent expédiés à Londres; et La Force, garde-magasin du fort du Quesne, gardé en Virginie. Washington avait recommandé ce dernier au lieutenant-gouverneur comme un homme dangereux qui en valait cinquante. Entre Virginiens on se comprenait. Dinwiddie fit mettre La Force aux fers, de doubles fers, et ordonna de river sa chaîne au plancher de sa geôle. Tous les prisonniers de M. Washington ont été unanimes à se plaindre des « cruautés » qu'il avait exercées sur eux.

En France un cri d'indignation s'éleva, universel, et Voltaire a flétri les Anglais d'avoir introduit dans la conduite de la guerre de nouvelles mœurs: « J'étais Anglais alors, » a-t-il écrit au marquis de Courtivron; « je ne le suis plus depuis qu'ils assassinent nos officiers en Amérique et qu'ils sont pirates sur mer ».

Quelques jours après sa « victoire », Washington annonçait à Dinwiddie qu'il n'aurait guère de mal à reconduire tous les Français de l'Ohio jusqu'à Montréal. A peu de distance du champ de bataille, il avait en hâte construit un fort, le fort de la Nécessité. Le châtimement approchait. 1800 Canadiens et Français veillaient sur l'Ohio. Le fort du Quesne avait entendu, le fort du Quesne répondit. Le 2 juillet le fort Nécessité était attaqué. Le 3 juillet, le fort Nécessité capitulait. Dans l'acte de capitulation, Washington se reconnaissait coupable d'« assassin » sur la personne d'un officier français porteur de sommation — le terme d'assassin s'employait souvent alors au lieu et place d'assassinat—coupable d'empiétement injustifié sur les terres du domaine du Roi Très Chrétien. Mais Villiers commandait les Français et Villiers était le frère de Jumonville. Il tenait à sa merci le meurtrier de son frère. Il était maître absolu de son sort. La commission qu'il avait reçue de son supérieur, M. de Contrecoeur, le nouveau commandant de la Belle-Rivière, l'avait muni de pleins pouvoirs. Il avait l'ordre de les « détruire..... (les Anglais) en entier s'il le peut pour les châtier de l'assassin » commis par eux. Aussi fous de rage les uns que les autres, Sauvages et Canadiens brûlaient de tout massacrer. Si Villiers, pour les contenir, n'avait interposé son autorité, « il n'aurait pas échappé un Anglais à la fureur de leurs coups ». Mais Villiers ne voulut pas avoir l'air de se venger. Raffinant sur la générosité, par plaisir de donner une leçon de noblesse, de sa propre autorité, il enfreignit les ordres reçus. La garnison du fort Nécessité, il lui accorda les honneurs de la guerre, laissant les Virginiens libres de regagner la Virginie, libres de continuer le cours de leurs faciles exploits.

Claude de BONNAULT

ERRATUM

Dans la dernière livraison de la Revue, décembre 1947, à la page 337, ligne 10, article du R.P. Conrad Morin, O.F.M., entre « le silence des sources » et « sur la collaboration » il fallait lire: « Le silence des sources (Sagard aussi bien que Champlain) sur ce point et leur insistance sur la collaboration épiscopale autorisent... »